

L'armée syrienne a complètement évacué le Liban

Page B 5



Air Canada choisit les nouvelles générations de Boeing

Page B 1



www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVI N° 91

LE MARDI 26 AVRIL 2005

87c + TAXES = 1\$

Pettigrew à deux doigts de quitter le navire libéral

Le ministre aurait assez d'appuis pour être élu à la tête de l'OEA

ALEC CASTONGUAY

Le ministre des Affaires étrangères du Canada, Pierre Pettigrew, n'attend plus qu'un vote en sa faveur à l'Organisation des États américains (OEA), le 2 mai prochain, pour quitter le navire libéral. Et selon les informations obtenues par *Le Devoir*, M. Pettigrew aurait maintenant suffisamment d'appuis au sein de l'OEA pour espérer réellement prendre la direction de cet organisme international basé à Washington. Si les vents restent favorables à sa nomination jusqu'à la semaine prochaine, le ministre quitterait donc la politique canadienne dès le début du mois de mai, soit quelques semaines avant une élection qui s'annonce difficile pour les libéraux fédéraux au Québec.



Pierre Pettigrew

Selon une source proche du ministre Pettigrew, ce dernier serait «très confiant» d'aller chercher le nombre de votes nécessaires pour décrocher le poste de secrétaire général de l'OEA, un organisme international qui regroupe 34 États des Amériques et qui est versé dans la coopération entre les pays et la promotion de la démocratie.

Une autre source directement branchée sur l'OEA, dans la capitale américaine, a affirmé au *Devoir* que les discussions étaient «très dynamiques» entre les pays pour dénicher un candidat de consensus et que les appuis en faveur de Pierre Pettigrew «se multipliaient».

VOIR PAGE A 8: PETTIGREW

Martin optera-t-il pour un sursis?

Le NPD attend une réponse à son offre aujourd'hui

CLAIRANDRÉE CAUCHY

L'ultimatum lancé par Jack Layton à Paul Martin pour surseoir à la chute de son gouvernement arrive à échéance aujourd'hui. C'est ce matin que le premier ministre Paul Martin fera connaître sa réponse aux conditions posées par le chef néo-démocrate Jack Layton en échange d'un éventuel appui au budget.

Lors d'une rencontre d'une demi-heure tenue dimanche soir à Toronto, le chef du NPD a offert d'appuyer le budget libéral à condition que le gouvernement renonce aux baisses d'impôts de 4,6 milliards prévues pour les entreprises à partir de 2008 et réinvestisse dès maintenant, sur deux ans, une somme équivalente dans l'éducation, la formation de la main-d'œuvre, l'aide internationale, le logement social et l'environnement.

Hier, le premier ministre semblait peu enclin à obtempérer entièrement aux exigences néo-démocrates, soulignant que ces baisses d'impôts profiteraient surtout aux petites et moyennes entreprises.

Tout en affirmant son désir de voir le Parlement et le gouvernement fonctionner, Paul Martin a indiqué qu'il ne voulait rien faire qui puisse «menacer la création d'emplois et la stabilité financière du pays».

«C'est en fait ce qui nous donne la création d'emplois que nous avons et c'est ce qui nous donne la capacité de vraiment pousser plus loin les balises de nos programmes sociaux très, très importants», a fait valoir le premier ministre, qui a annulé un voyage en Europe prévu au début du mois de mai pour être présent au cours du vote sur le budget qui promet d'être serré, avec ou sans l'appui du NPD.

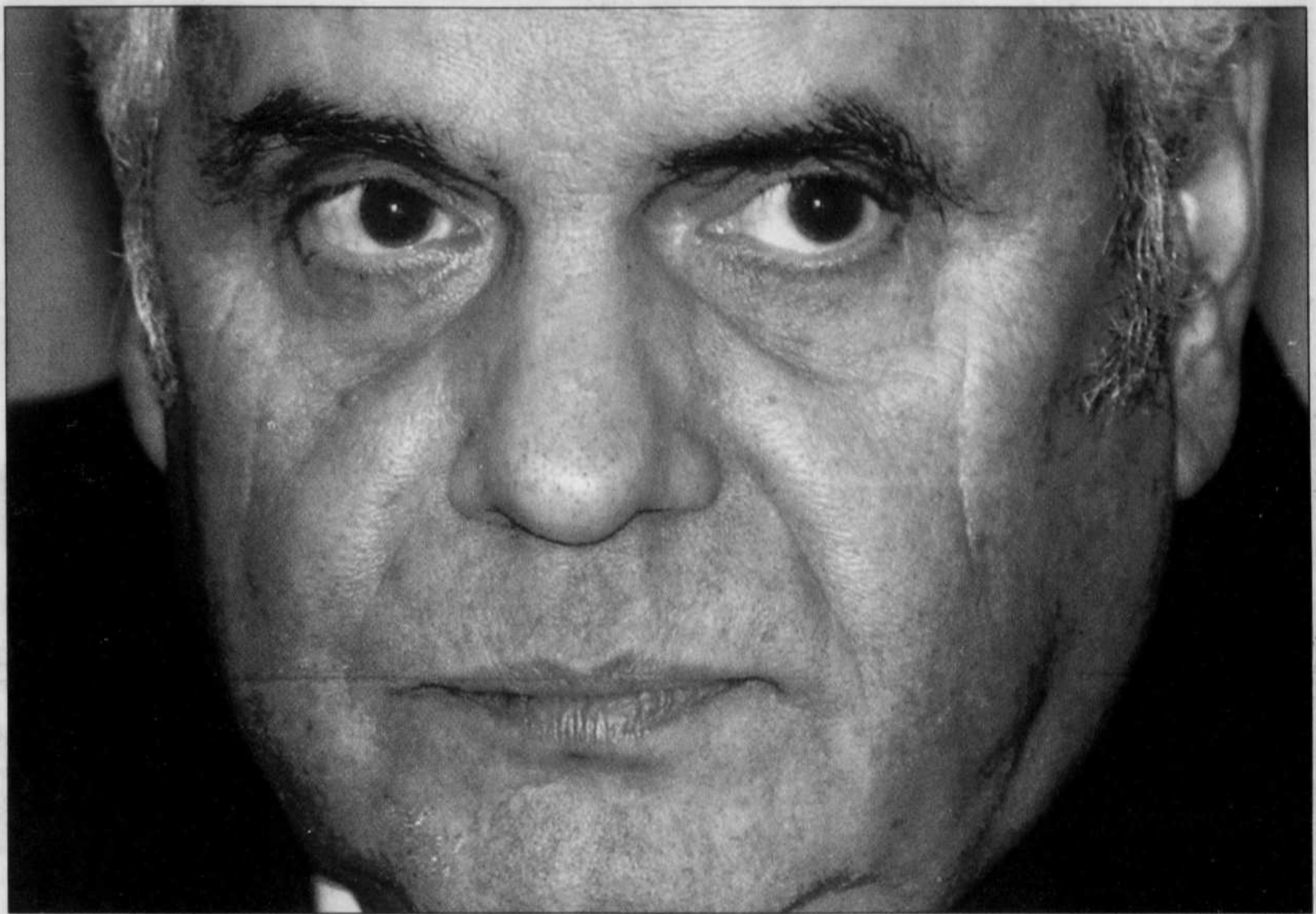
VOIR PAGE A 8: MARTIN

INDEX

Annances.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics.....	A 4	Météo.....	A 4
Culture.....	B 8	Monde.....	B 5
Décès.....	B 4	Mots croisés.....	B 4
Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

Gagliano tire sur Martin

L'ancien ministre accuse Paul Martin d'avoir détruit le Parti libéral du Canada et rendu la séparation du Québec inévitable



JIM YOUNG REUTERS

L'ancien ministre Alfonso Gagliano a écorché le premier ministre Paul Martin au cours d'un entretien diffusé hier soir à la télévision de Radio-Canada.

ALEC CASTONGUAY

Déversant son fiel, l'ancien ministre fédéral et ambassadeur Alfonso Gagliano a accusé le premier ministre Paul Martin d'avoir détruit le Parti libéral du Canada et rendu inévitable la séparation du Québec.

Dans une entrevue diffusée à la télévision de Radio-Canada hier soir, Alfonso Gagliano estime que Paul Martin, avec la Commission Gomery, «a donné une raison aux Québécois qui n'étaient ni fédéralistes ni souverainistes de dire: "J'en ai assez avec ce système-là"».

Paul Martin «a détruit le Parti libéral du Canada. Pour

les prochains dix ans, le Parti libéral du Canada ne fera pas être beaucoup de monde au Québec», a prédit l'ancien ministre. Le Bloc québécois fera élire de 60 à 65 députés aux prochaines élections et le Parti conservateur, qui

VOIR PAGE A 8: GAGLIANO

Arielle Dombasle à Montréal

Comme c'est con, le disque est bon!

Derrière la façade cent fois ravalée d'Arielle Dombasle, surprise: il y a quelque chose. Un cœur bat, une tête pense, une âme vibre. Au-delà du bibelot médiatique, de l'actrice capable d'une nomination aux César comme d'un Bidet d'or, une véritable chanteuse chante.

SYLVAIN CORMIER

Charme? Authenticité? Aura de la star? Allez savoir. Une chose est sûre. Dès que le regard d'Arielle Dombasle croise le mien, d'un côté à l'autre d'une table jaune orange parmi cent autres tables jaune orange de la cafétéria de Radio-Canada en ce lundi matin de vilain crachin, mon ballot de questions vaches crève comme un abcès et le jus purulent s'écoule. «Comprenez-vous votre Bernard-Henri Lévy de mari quand il vous cause philosophie dans le bou-doir?», m'apprêtai-je à lui servir. «Reste-t-il un peu de peau d'origine dans ce visage impossiblement lisse?», avais-je en stock. «Vos obus peuvent-ils exploser à tout moment?», envisageai-je même, encouragé par les collègues à y aller franco, rayon quincaillerie. La star, m'avait juré le relationniste de presse de chez Novem (la compagnie de Véronique Cloutier), est tout à fait capable d'autodérision.

«L'apparence éclipse tout», lâche-t-elle, lucide. Elle s'esclaffe lorsque je lui dis que je la considérais comme une sorte de trophée faite femme au bras du philosophe à la mode. «Moi, un trophée? J'aime assez l'idée. Je me verrais bien exposée sur le manteau de la cheminée...» Je ris aussi. Vidé, le ballot. Ouste les idées reçues, lieux communs et préjugés gros comme des obus. J'ai devant moi une femme qui aura 47 ans mercredi et qui, malgré les ravalements de façade, n'est absolument pas hors d'atteinte. Plutôt désarmante de transparence.



ÉRIC ROBERT

Arielle Dombasle sur scène. «Je suis une chanteuse qui a joué dans des films.»

VOIR PAGE A 8: DOMBASLE

Les infirmières pourront prescrire la pilule aux adolescentes

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Un nouveau pas a été franchi en matière de contraception au Québec. Dans un souci de se rapprocher des jeunes filles qui sont peu enclines à fréquenter leur cabinet, les médecins ont en effet lâché un peu de lest hier en annonçant la mise en place d'un protocole qui permettra aux infirmières travaillant dans les milieux jeunesse de prescrire elles aussi la contraception orale aux adolescentes qui le désirent.

Par l'entremise d'une ordonnance collective, le Collège des médecins du Québec régularise ainsi une pratique qui n'était jusqu'alors pas reconnue par le Code des professions. «Ça faisait des années que les infirmières faisaient un peu ça avec la distribution d'échantillons, mais ce n'était pas reconnu et même un peu "underground"», explique la présidente de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ), Gyslaine Desrosiers, qui se réjouit vivement de cette entente.

Ce sont les taux élevés de grossesses non désirées et d'avortements chez les adolescentes québécoises qui ont convaincu le Collège d'aller de l'avant dans ce dossier. «Notre rôle, c'est de penser au patient d'abord, rappelle son président, le Dr Yves Lamontagne. On avait été les premiers en 2001 à autoriser les pharmaciens à prescrire la pilule du lendemain.

Les taux élevés de grossesses non désirées et d'avortements ont convaincu le Collège des médecins d'aller de l'avant

VOIR PAGE A 8: PILULE

POLITIQUE



Michel David

L'imprécateur

Alfonso Gagliano n'est pas l'homme le plus crédible en ville, par les temps qui courent, et il est prêt à tout pour se venger de Paul Martin, y compris l'accuser d'être le fossoyeur du Canada.

Le désir de vengeance n'exclut cependant pas la sincérité. M. Gagliano peut très bien croire ce qu'il a dit dans l'entrevue qui a été diffusée au Point hier soir. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'il s'emploie à jouer les imprécateurs. Il a fait les mêmes prophéties funestes dans une récente entrevue à l'*Ottawa Citizen*. C'est comme s'il prenait plaisir à la pensée du désastre annoncé.

Certes, il n'est pas nécessaire d'être très perspicace pour constater que la conjoncture créée par la commission Gomery est particulièrement favorable à la souveraineté du Québec. L'ancien premier ministre ontarien, Bob Rae, que personne ne soupçonne de vouloir régler des comptes avec M. Martin, avait déjà sonné l'alarme il y a un mois dans un texte publié simultanément dans *La Presse* et le *Globe and Mail*.

«Si la perception du fédéralisme des Québécois est celle qui leur a été présentée au cours de la dernière année et demie, il y a de fortes chances qu'un référendum soit gagné par ceux qui se sont engagés à démanteler le Canada», écrivait M. Rae.

M. Gagliano, lui, ne s'embarrasse plus du conditionnel. «La séparation n'est plus évitable», affirme-t-il. À l'en croire, c'est simplement une question de temps. Tout au plus, le Canada pourrait-il bénéficier d'un sursis, si jamais Jean Charest réussissait le «miracle» d'être réélu pour un deuxième mandat, mais M. Gagliano n'y croit manifestement pas.

Comme Jacques Parizeau le faisait jadis, il voit dans les prochaines élections fédérales la première période d'une partie de trois, dont la souveraineté est l'enjeu. Tenant une victoire conservatrice pour acquise, il estime que «Stephen Harper ne convaincra pas les Québécois» des avantages de demeurer membre de la fédération.

L'ancien lieutenant de Jean Chrétien au Québec n'a jamais eu la prétention d'être un grand penseur, même s'il est plus fin matou qu'il ne veut bien le laisser paraître. Son analyse est essentiellement celle d'un organisateur qui sait comment se gagner — et se perdre — des élections. Ou un référendum.

Même s'il a pu bénéficier d'une bonne conjoncture, tout le monde ou presque reconnaît que le Bloc québécois a bien défendu les intérêts du Québec à Ottawa au cours des dernières années. Même pour un gouvernement fédéraliste à Québec, la présence Bloc s'est révélée très utile.

D'un point de souverainiste, son principal avantage est cependant ailleurs. Depuis une quinzaine d'années, les députés du Bloc ont surtout empêché les fédéralistes d'occuper le terrain.

Un homme d'expérience comme M. Gagliano est bien conscient de l'avantage inestimable que l'élection de 60 ou 65 députés bloquistes conférerait au camp souverainiste. Selon lui, les fédéralistes ne seront tout simplement pas «équipés» pour s'y opposer avec succès. Il y a en avait seulement 54 en 1995, et M. Gagliano reconnaît en avoir eu plein les bras.

Les coups de gueule de Gilles Duceppe ou de Michel Gauthier à la Chambre des communes sont peut-être plus spectaculaires, mais soixante bureaux de comté qui travaillent pendant des années à infiltrer les réseaux locaux constituent un formidable atout.

Qui plus est, avec les nouvelles règles de financement des partis fédéraux, gracieuseté supplémentaire de Jean Chrétien, le Bloc dispose maintenant de moyens financiers dont il n'osait même pas rêver il y a dix ans. Si jamais les libéraux s'effondraient totalement en Ontario, il pourrait même être de nouveau appelé à former l'opposition officielle, comme ce fut le cas en 1993.

D'une certaine façon, le Bloc est un peu responsable de la création du programme des commandites. Privé de la visibilité que lui assurait la présence de dizaines de députés, le gouvernement Chrétien a dû imaginer d'autres moyens de faire passer son message à la population. Avec le résultat qu'on connaît.

Le Bloc a maintenant repris la maîtrise du terrain, et il risque d'en être ainsi jusqu'au prochain référendum. Au cours des prochaines années, tout ce qui pourrait rappeler de près ou de loin le programme des commandites sera interprété comme une nouvelle tentative d'acheter la conscience des Québécois. Pour le camp souverainiste, c'est une très grosse hypothèque qui a été levée.

M. Gagliano refuse toujours de reconnaître sa responsabilité personnelle dans ce gâchis. Après tout, si M. Martin n'avait pas eu la faiblesse de créer une commission d'enquête, on n'en serait pas là et l'ancien ministre continuerait à couler des jours heureux au Danemark!

Paradoxalement, dans son grand désir de noircir le premier ministre, M. Gagliano pourrait bien lui donner un coup de main. Au Québec, l'argument voulant qu'un vote pour le parti conservateur soit un vote pour la séparation n'impressionnera pas grand monde. Ailleurs au pays, principalement en Ontario, il pourrait en convaincre plusieurs de surmonter le dégoût que leur inspire le scandale des commandites.

Pour M. Gagliano, le départ du Québec «ne sera pas la fin du monde», mais bien des gens au Canada anglais semblent plutôt d'avis que cela y ressemblerait beaucoup.

En réalité, une victoire libérale ne résoudrait pas nécessairement le problème. Si les Québécois rejettent le PLC aussi massivement que le prévoit M. Gagliano, ils pourraient voir d'un très mauvais œil que le reste du pays le reporte au pouvoir, même de façon minoritaire, reconnaissant du même coup que tous les moyens sont bons quand il s'agit de régler le cas du Québec.

mdavid@ledevoir.com

Commission Gomery

La multiplication des factures

La longue énumération des contrats payants se poursuit

BRIAN MYLES

Dans le merveilleux monde des commandites, il suffit parfois d'un coup de fil de la bonne personne pour récolter des dizaines de milliers de dollars. Benoît Renaud et Vincent Cloutier en savent quelque chose.

Le premier a récolté 73 500 \$ de profit au bas mot à la faveur d'une démarche intéressée de son frère, le lobbyiste libéral, Alain Renaud, auprès de l'ex-directeur du programme des commandites, Bob Rae, qui a acheté pour 68 000 \$ de commission pour avoir transmis de la paperasse à ce sujet.

Benoît Renaud est le fondateur d'Art Tellier, une entreprise qui a reçu un contrat indirect de 390 000 \$ du ministère des Travaux publics grâce aux contacts de son frère Alain avec Charles Guité. Le second a touché 68 000 \$ de commission pour avoir transmis de la paperasse à ce sujet.

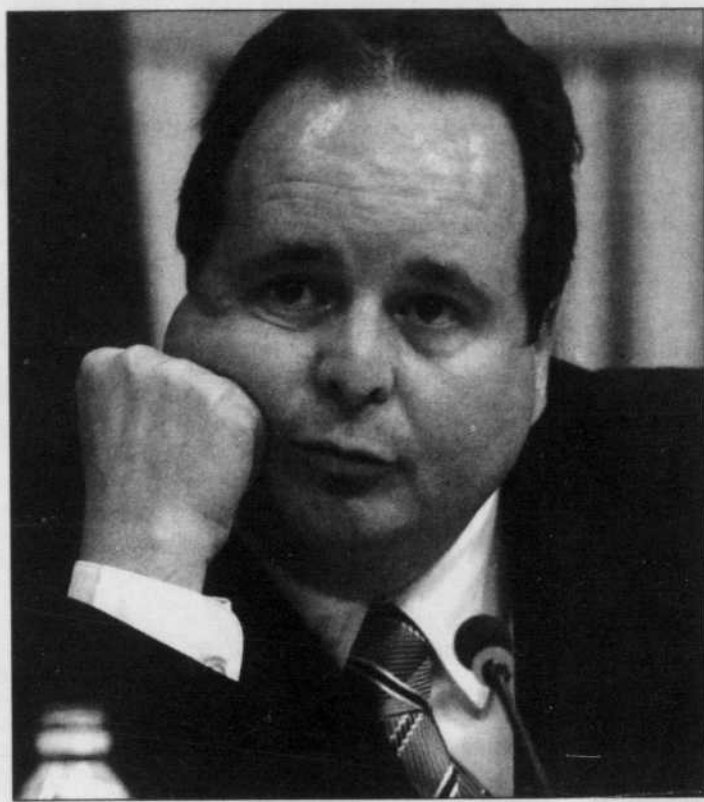
Benoît Renaud sait compter. Il a revendu 390 000 \$ à l'État des articles qu'il a achetés pour 166 000 \$, soit presque le double. M. Renaud jure qu'il s'est pris une marge de profit brute de 23 % seulement, soit 73 500 \$, mais sa feuille de coûts constitue «un non-sens» selon le juge John Gomery. Elle fait état d'une commission de vendeur de 36 000 \$ et des frais de recherche de 14 000 \$ pour Alain Renaud, des frais d'administration de 16 500 \$, ou encore des honoraires de 27 000 \$ pour 300 heures d'ouvrage.

Benoît Tellier est resté sur sa faim à l'époque parce que Art Tellier n'a pu signer un contrat directement avec le ministère des Travaux publics. L'exercice de facturation a été mené par Everest Estrie, qui n'a accompli aucune tâche réelle dans ce dossier.

L'ex-directeur général de Everest Estrie, Vincent Cloutier, n'a pas empêché personnellement l'argent. Il en fut quitte pour une grande surprise lorsque son patron, Claude Boulay, lui a demandé de facturer au ministère des Travaux publics des services rendus par Art Tellier, une entreprise dont il n'avait jamais entendu parler auparavant. Il a reçu par télécopie un bon de commande du ministère des Travaux publics, à qui il a expédié la facture... sans oublier la commission d'agence. M. Cloutier n'a rien oublié de cet épisode inusité. «Ce n'est pas tous les jours que

prochaine, fera l'objet d'un interdit de publication. L'interdit s'applique également au témoignage de Paul Coffin, qui pourrait se présenter devant le juge Gomery aujourd'hui. À l'instar de M. Guité, le président de Communication Coffin sera bientôt traduit en justice.

Le juge entendra les plaidoyers de plusieurs avocats, y compris ceux des médias, avant de décider s'il y a lieu de lever l'interdit à la suite de chacun des témoignages. — PC



Benoît Renaud a vendu à l'État 390 000 \$ des articles qu'il avait payés 166 000 \$.

j'ai eu l'occasion de faire une commission de près de 68 000 \$ chez Everest Estrie sur un simple coup de téléphone», a-t-il lancé lors de son témoignage.

Deslauriers, suite et fin

En matinée, Diane Deslauriers, l'épouse de Claude Boulay, a nié avoir rencontré Jean Carle, le directeur des opérations de l'ex-premier ministre Jean Chrétien, pour lui parler de la commandite du projet «Tradewind», d'une valeur de 450 000 \$. Ce n'est toutefois pas faute d'avoir essayé. «J'ai fait des tentatives pour me rendre au bureau de M. Carle, a dit hier Mme Deslauriers. Je n'ai pas eu à rencontrer M. Carle parce que la rencontre m'a été refusée.»

Mme Deslauriers ignore par ailleurs les raisons ayant poussé Serge Savard, le président du conseil des Internationaux du sport de Montréal, à écrire personnellement à Jean Pelletier, le chef du cabinet de M. Chrétien, pour se plaindre que sa commandite de 500 000 \$ avait été réduite de moitié en 1999-2000. «Je pense que c'était tout à fait à propos et même pas déplacé», a simplement dit Mme Deslauriers, qui gérait le

dossier des Internationaux pour Everest.

Tout comme son mari, Claude Boulay, Mme Deslauriers a touché des commissions en double pour son travail, notamment dans les dossiers des Jeux du Québec de l'été 2001 et de la Société du Parc des Îles.

De 1997 à 2001, Everest a perçu auprès de la Société du Parc des Îles des commissions de 20 % et 15 %, pour un total de 343 750 \$ auquel il faut ajouter des billets de La Ronde d'une valeur de 277 500 \$. En parallèle, l'agence de publicité a touché des commissions de 315 000 \$ auprès du gouvernement fédéral et des frais de production de près de 50 000 \$. Au total, les gains d'Everest frôlent le million de dollars pour ce dossier seulement.

L'audition de la preuve entourant le Groupe Everest a pris fin hier à la commission Gomery. Le publicitaire Paul Coffin, mis en accusation pour 18 fraudes dans le cadre du programme des commandites, amorce aujourd'hui son témoignage avec le bénéfice d'une ordonnance de non-publication.

Le Devoir

Interdit de publication pour Guité

L'un des acteurs les plus importants dans le scandale des commandites se retrouvera au centre de l'enquête Gomery cette semaine, mais son témoignage fera l'objet d'un interdit de publication.

L'ancien directeur du programme des commandites, Charles Guité, pourrait témoigner dès demain. Le juge John Gomery a toutefois décidé que le témoignage, qui pourrait se poursuivre jusqu'en début de semaine

prochaine, fera l'objet d'un interdit de publication. L'interdit s'applique également au témoignage de Paul Coffin, qui pourrait se présenter devant le juge Gomery aujourd'hui. À l'instar de M. Guité, le président de Communication Coffin sera bientôt traduit en justice.

Le juge entendra les plaidoyers de plusieurs avocats, y compris ceux des médias, avant de décider s'il y a lieu de lever l'interdit à la suite de chacun des témoignages. — PC

L'Action NATIONALE

mars/avril 2005

vient de paraître

Dossier spécial PQ ET SOUVERAINETÉ : PASSER AUX ACTES



Robert Laplante • Pierre Vadeboncoeur • Henri Laberge • Pierre Serré • Jean-Marc Léger • Denis Monière • Pierre de Bellefeuille • Thérèse Romer • Paul-Émile Roy • Daniel Gomez • Jean-Philippe Chartre • Sasha-A. Gauthier • Jean Roy • Pierre Dubuc • Benoît Dubreuil • Dave Anctil • Mathieu Bock-Côté • Claude Bariteau • André Gaulin

Pour vous procurer ce numéro

L'Action nationale
1215, rue de la Visitation,
bureau 101,
Montréal (Québec) H2L 3J5

Tél. : (514) 845-8533
Télé. : (514) 845-8529
revue@action-nationale.qc.ca
http://www.action-nationale.qc.ca

Le Bloc demande une enquête sur les allégations de Benoît Corbeil

ISABELLE RODRIGUE

Ottawa — Dans la foulée des révélations de l'ancien directeur général de la section québécoise du Parti libéral du Canada (PLC), Benoît Corbeil, le Bloc québécois est passé des paroles aux actes, hier, en faisant parvenir une plainte à la Gendarmerie royale du Canada (GRC) pour qu'elle enquête sur ces allégations.

La semaine dernière, M. Corbeil déclarait dans les médias qu'un petit groupe de libéraux haut placé «contrôlait tout», jusqu'à la nomination des juges. Il affirmait, par exemple, avoir pu observer que des avocats ont toujours participé «bénévolement» aux campagnes électorales libérales et qu'en échange plusieurs auraient obtenu des postes à la magistrature.

Il racontait aussi que Claudette Tessier-Couture, alors coprésidente de la campagne électorale québécoise en 2000, aurait été au courant d'une transaction illégale où des «bénévoles» libéraux avaient reçu un salaire par l'entremise de milliers de dollars versés par une agence de publicité. Mme Tessier-Couture a été nommée juge à la Cour supérieure en 2003.

Le devoir de réserve ne permettant pas à la juge de s'exprimer en public librement, le juge en chef associé, Richard Pidgeon, a pris sa défense la semaine dernière, niant les accusations et rappelant que toute nomination est d'abord issue d'une recommandation d'un comité de sélection.

Mais il n'en fallait pas plus pour que les partis d'opposition réclament une enquête, ce que le Bloc a fait. Dans une lettre à la GRC, le député Richard Marceau invite les forces policières à enquêter sur ces affirmations «extrêmement préoccupantes».

Le critique du Bloc en matière de justice a fait valoir que, à cause de son «rôle essentiel» dans la société, la magistrature doit être au-dessus de tout soupçon. C'est pourquoi il faut clarifier la situation, souligne-t-il.

«S'il y a quelque chose, la GRC agira, et s'il n'y a rien, elle dira qu'elle n'a rien trouvé. D'un côté ou de l'autre, tout le monde est gagnant», a expliqué M. Marceau.

Le premier ministre du Canada et le ministre de la Justice détiennent le dernier mot dans la nomination des juges des cours qui sont sous responsabilité fédérale. Depuis de nombreuses années, les juges nommés partagent souvent l'allégeance politique du parti au pouvoir, libéral ou conservateur.

M. Marceau précise que d'être allégeance libérale «ne devrait pas empêcher quelqu'un d'être juge. Par contre, d'en faire un préalable, c'est une autre affaire, et c'est ce qui m'inquiète».

Presse canadienne



ARCHIVES LE DEVOIR

Richard Marceau, député du Bloc québécois

ROLEX
Cosmograph Daytona
Or jaune 18 carats

Bijouterie Gambard
Vente et service technique
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL
(514) 866-3876

ACTUALITÉS

PETTIGREW

SUITE DE LA PAGE 1

L'intérêt des délégations en faveur du ministre canadien est «naturel» puisqu'il est fort apprécié en Amérique latine et dans les Caraïbes depuis son passage de cinq ans au ministère du Commerce international.

Le nom de Pierre Pettigrew pour aller diriger l'OEAA a commencé à circuler le 11 avril dernier, alors que les 34 pays membres ont été incapables de s'entendre sur le choix du nouveau secrétaire général de l'organisme. Après cinq tours de scrutin, les délégations étaient toujours divisées à part égale entre le candidat mexicain Luis Ernesto Derbez (ministre des Affaires étrangères) et le candidat chilien Jose Miguel Insulza (ministre de l'Intérieur).

Devant l'impasse, les ambassadeurs ont remis au 2 mai le choix du secrétaire général. Mais comme une source à Washington l'a indiqué, il s'agit d'une date butoir et, pour éviter la répétition du scénario précédent, l'hypothèse d'un candidat de consensus a été évoquée. Il s'agit d'un candidat qui pourrait rallier la majorité des pays, même s'il n'est pas officiellement dans la course. Le sous-secrétaire d'État américain aux Affaires de l'hémisphère occidental, Roger Noriega, a déjà plaidé pour un candidat de consensus, estimant que c'était «le seul moyen» de se tirer de la situation actuelle.

Trois pays ont soumis un candidat de remplacement jusqu'à présent, moins d'une semaine avant le dernier vote: le Pérou, le Nicaragua et le Canada. Mais dans les coulisses de l'OEAA, plusieurs pays préfèrent avoir un secrétaire général d'un grand pays avec de l'influence et perçu comme étant plus neutre, puisque l'OEAA agit fréquemment comme médiateur entre les pays latino-américains.

Officiellement, le Canada appuie le Mexicain Derbez dans cette course, et la position est toujours la même, malgré l'hypothèse de voir M. Pettigrew surgir du lot. Mais puisqu'un des deux candidats doit se retirer de la course pour faire place à un candidat de dernière minute, il se pourrait fort bien que ce soit le Mexicain qui cède sa place à M. Pettigrew, ce qui délierait les mains du Canada. «Notre appui va au Mexique, mais le ministre Pettigrew n'exclut pas la possibilité de prendre la direction de l'OEAA, a expliqué au Devoir Cloé Rodrigue, porte-parole du ministère des Affaires étrangères à Ottawa. Ce serait inattendu, mais c'est possible.»

Le poste est effectivement prestigieux et particulièrement intéressant pour le Canada, qui n'a jamais pris la tête de l'OEAA en 57 ans d'histoire. Une source au sein même de l'OEAA a expliqué au Devoir que M. Pettigrew est «très bien perçu et bien aimé dans plusieurs régions des Amériques», notamment dans les Caraïbes. M. Pettigrew parle couramment l'espagnol et a fait sa marque au ministère du Commerce international entre 1999 et 2004. Plusieurs ministres étrangers connaissent bien M. Pettigrew. «Il ne reste qu'une semaine, ses appuis se multiplient et, s'il y a une vague en sa faveur, tout est possible», a souligné une source à Washington, près des tractations en cours à l'OEAA. Une autre source soutenait que les appuis «étaient déjà dans la poche», ne pouvant toutefois les quantifier.

Au bureau du ministre Pierre Pettigrew, on se contente de souligner que «quelques délégations» ont donné leur appui au ministre canadien, sans préciser lesquels. Les États-Unis, notamment, seraient favorables à sa candidature, estimant qu'il serait un excellent choix pour promouvoir la démocratie en Amérique du Sud et en Amérique centrale. Mais cela, c'est seulement dans l'hypothèse où un des candidats se désisterait et où les pays membres porteraient leur choix sur un candidat de consensus pour sortir de l'impasse.

Entourage de M. Pettigrew soutient que son atout principal réside dans le fait qu'il est Canadien et qu'il a donc la «sensibilité» pour faire face aux défis actuels, qui concernent surtout l'Amérique latine. «Il est aussi perçu comme un candidat qui a de l'influence sur les États-Unis, du fait qu'il est canadien, et l'Amérique latine aime ça», a souligné une source près de M. Pettigrew. Mais on prend bien soin de préciser que «la situation bouge beaucoup» et que, dans ce type de vote, tout peut «changer à la dernière minute».

«M. Pettigrew n'est pas candidat, il n'a pas de décision à prendre pour le moment», explique Sébastien Thérèse, son directeur des communications. Mais c'est vrai que si son nom sort le 2 mai, il devra trancher. Le ministre des Affaires étrangères n'a jamais fermé la porte à la possibilité de diriger l'OEAA, se disant toutefois «surpris» d'être considéré il y a deux semaines.

Le départ de Pierre Pettigrew du cabinet libéral, à quelques semaines d'une probable élection, enverrait un bien mauvais signal aux troupes sur le terrain, principalement au Québec. Une source nous a confié qu'il était sensible à cette réalité. M. Pettigrew s'est d'ailleurs entretenu à ce sujet il y a deux semaines avec le premier ministre Paul Martin. «Le premier ministre a seulement dit qu'il constatait l'impasse à l'OEAA et que considérer M. Pettigrew était un gros compliment pour le Canada. Mais M. Martin est très heureux du travail de M. Pettigrew», a souligné au Devoir Mélanie Gruet, attachée de presse du premier ministre.

Selon la Presse canadienne, Paul Martin aurait toutefois tenté de dissuader son ministre de quitter le navire libéral pour celui de l'OEAA lors de cette conversation. Une affirmation niée par le bureau du premier ministre.

Pierre Pettigrew a remporté à l'arraché sa circonscription de Papineau, dans l'Est de Montréal, lors de l'élection du printemps dernier. Il avait alors savouré la victoire par quelque 400 voix de majorité sur le Bloc québécois. Avec les récents sondages qui placent les libéraux troisièmes dans les intentions de vote au Québec, derrière les conservateurs, la réélection du ministre est loin d'être assurée. Même si l'équipe électorale de Pierre Pettigrew est déjà à l'œuvre, il faudra vraisemblablement attendre la décision de l'OEAA, le 2 mai, pour savoir si le ministre sera de nouveau candidat.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333 Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

remportera la victoire, ne pourra pas convaincre les Québécois d'opter pour le Canada lors d'un prochain référendum. «On ne peut pas s'en sortir», a-t-il dit. «C'est la fin du Canada tel qu'on le connaît.» L'indépendance du Québec, «c'est inévitable, c'est une question de temps». La semaine dernière, M. Gagliano avait fait pareille prédiction lors d'une première entrevue accordée au *Ottawa Citizen*.

Même si Jean Charest remportait la prochaine élection au Québec, «un miracle», selon lui, cela ne pourrait que «retarder peut-être» la séparation du Québec. «Il y aura une période de négociations et des ajustements. Ce ne sera pas la fin du monde», a-t-il laissé tomber.

Par ailleurs, M. Gagliano a insisté sur le rôle qu'aurait joué la firme Earncliffe dans le financement de la campagne au leadership de M. Martin en 2002. «Certaines firmes de communication qui étaient près de M. Martin, la firme Earncliffe, exactement, a ramassé [...] des millions de dollars», a-t-il dit au cours de l'entrevue.

Les liens entre Earncliffe et Paul Martin sont effectivement très nombreux, comme le comité

GAGLIANO

des comptes publics de la Chambre des communes l'a démontré il y a à peine deux semaines. Plusieurs conseillers actuels de M. Martin travaillaient pour Earncliffe, et le codirecteur national de la campagne électorale des libéraux à venir, David Herle, était l'un des associés d'Earncliffe.

Ce dernier avait d'ailleurs reconnu, devant le comité des comptes publics, qu'il était à la tête d'une compagnie à numéro, 55555 inc., qui a amassé 2,9 millions de dollars pour la campagne au leadership de M. Martin. L'argent inutilisé pour cette campagne, dont il n'a pas précisé le montant, a ensuite été versé dans les coffres du Parti libéral du Canada.

Devant ce même comité des comptes publics, Warren Kinsella, l'ancien chef de cabinet du ministre des Travaux publics en 1994 et 1995, David Dingwall, n'avait pas été tendre envers Paul Martin et son entourage. C'est lui qui était chargé de surveiller l'attribution des contrats gouvernementaux.

Selon M. Kinsella, qui fait partie du clan Chrétien, le bureau de Paul Martin, à l'époque où il était ministre des Finances, mettait en place des «concours entachés d'irrégularités» pour sélectionner les firmes de recherche du ministère, avec, à la clé, des «paiements excessifs», du «travail superflu»

et des «liens politiques» évidents qui ont soulevé de nombreuses plaintes, a-t-il soutenu sous serment. Et toutes les plaintes concernaient Earncliffe, a-t-il bien précisé.

Alfonso Gagliano n'a visiblement pas apprécié d'être une fois de plus écorché par Paul Martin et son équipe, lors de l'adresse à la nation du premier ministre, jeudi dernier. «Vous savez, quand on a déjà tué quelqu'un, quand on tire deux fois, trois fois, il est déjà tué», a-t-il dit. M. Gagliano a aussi réfuté les allégations de Benoît Corbeil, l'ancien directeur du PLC-Québec, selon lequel l'ancien ministre savait que Groupaction avait financé une caisse occulte pour soutenir financièrement le parti à même le programme des commandites.

Réagissant aux premières informations diffusées par Radio-Canada en milieu de journée hier, le chef de l'opposition à Québec, Bernard Landry, a soutenu que l'attrait de la souveraineté ne reposait pas uniquement sur le scandale des commandites, mais que ce choix de société était une question de conviction profonde. Des mots que le chef bloquiste Gilles Duceppe ne cesse de répéter depuis quelques semaines à Ottawa.

Avec la collaboration de Robert Dutriscac



J.P. MOCZULSKI REUTERS

Paul Martin multipliait les rencontres de presse hier, quelques heures avant de répondre ce matin à l'ultimatum de Jack Layton qui exige des modifications au budget en échange de ses 19 votes.

MARTIN

SUITE DE LA PAGE 1

Malgré le ton visiblement peu ouvert à un compromis affiché par le premier ministre, un conseiller libéral indiquait hier à la Presse canadienne que le gouvernement était «prêt à discuter du possible report des mesures sur les impôts des sociétés».

Le chef néo-démocrate a pour sa part rappelé que les baisses d'impôts aux entreprises ne figuraient pas dans le programme électoral libéral. «Nous avons demandé des investissements dans l'éducation, dans les besoins des gens, dans l'environnement, quelque chose que M. Martin a promis», a ajouté Jack Layton, qui a donné jusqu'à ce matin à Paul Martin pour se décider.

Jack Layton ne se satisfait pas d'un réinvestissement dans les programmes sociaux si Paul Martin refusait de mettre une croix sur les baisses d'impôts aux entreprises: «Cela va présenter un problème pour obtenir un budget équilibré et les néo-démocrates sont absolument fermes sur la question d'un budget équilibré.»

Même s'il réussit à négocier l'appui de 19 députés du NPD, la course à l'obstacle de Paul Martin pour éviter des élections printanières est loin d'être terminée. En effet, les votes du NPD n'accordent pas une majorité absolue aux libéraux, qui devraient alors compter sur le vote des trois députés indépendants. Deux des trois indépendants ont manifesté leur penchant pour le gouvernement. De surcroît, tous ces calculs tiennent uniquement si tous les députés sont au poste le jour du vote.

Par ailleurs trois motions de censure aboutiront à la chambre des communes entre le 16 et le 19 mai. Or, l'appui que le NPD tente de monnayer ne porte pour l'instant que sur le budget.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a d'ailleurs rappelé hier que son homologue néo-démocrate avait déjà dénoncé la corruption du Parti libéral, motif invoqué dans les motions de censure qui seront discutées vers la mi-mai.

Ce dernier a souligné que les réductions d'impôts des sociétés n'entreraient en vigueur qu'en 2008. M. Martin pourrait très bien dire oui au NPD, pour obtenir son appui ponctuel, puis changer d'idée d'ici là, a objecté le chef bloquiste, s'étonnant de la manœuvre néo-démocrate alors que ce parti avait appuyé un amendement bloquiste qui exigeait des modifications en profondeur au budget.

Même si Paul Martin pliait devant Jack Layton, le

budget serait tout de même inacceptable aux yeux du Bloc québécois. «Ça ne règle pas un des problèmes majeurs pour nous, qui est ces ententes avec la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve sur la péréquation qui jouent au détriment du Québec. On ne peut pas accepter un budget semblable», a martelé M. Duceppe. Le bloquiste a également répété que le gouvernement Martin n'avait plus «l'autorité morale pour gouverner».

«Paul Martin veut un chèque en blanc en disant: "ne nous renversez pas avant le rapport du juge Gomery [sur le scandale des commandites]". Je pense qu'ils ont reçu assez de chèques», a lancé le chef du Bloc, sur un ton de politicien déjà en campagne.

Le chef conservateur Stephen Harper, de passage à Toronto, a quant à lui accusé le premier ministre de chercher à gagner du temps en repoussant l'inévitable et de vouloir dépenser l'argent des contribuables dans une campagne électorale de 10 mois qui ne servirait qu'à couvrir la «puanteur» de la corruption des libéraux.

«Si les libéraux et le NPD concluent une entente [...], les électeurs pourraient peut-être vouloir avoir un mot à dire là-dessus», a déclaré M. Harper, observant que le gouvernement s'éloignait des objectifs conservateurs en donnant raison au NPD sur le budget.

Sondage

Le discours qu'a prononcé le premier ministre Paul Martin à la télévision en réaction au scandale des commandites, la semaine dernière, semble avoir ralenti la remontée des conservateurs dans l'estime populaire.

Selon un sondage effectué de jeudi à dimanche par le Centre de recherche Décima, les conservateurs ont toujours l'avance dans les intentions de vote. Le PC était le choix de 32 % des répondants, comparé à 27 % pour les libéraux. Le NPD a le soutien de 21 % des répondants et le Bloc québécois, de 15 % à l'échelle nationale — 58 % au Québec.

Le sondage, effectué auprès d'un peu plus de 1000 Canadiens et qui comporte une marge d'erreur de 3,1 %, 19 fois sur 20, est le premier depuis que M. Martin s'est adressé à la nation, jeudi soir.

Le sondage précédent de la même firme, effectué la semaine dernière avant le discours de M. Martin, 35 % des répondants avaient favorisé les conservateurs et 28 %, les libéraux.

Le Devoir

DOMBASLE

Tout un Mexique de musiques

«C'étaient des chansons, des airs et des mélodies que j'écoutais dans la radio de la cuisine au Mexique. C'était pour moi le monde des adultes. Les chansons qui faisaient pleurer les muchachos, des chansons ultra émotives et un peu désespérées, d'une langueur incroyable.» Petite pause. Le regard brille. «Ce sont des chansons qui me rappellent aussi ma mère, bien sûr [décédée alors qu'elle avait 11 ans]. Quand je suis arrivée en France, j'ai un peu caché tout ce passé mexicain. Pour m'adapter. Par souci de me fondre dans le tissu social français. Et puis, par un concours de circonstances, j'ai fait du cinéma, alors que mon but était au départ de chanter. Le fait est que je ne suis pas une actrice qui chante, mais plutôt une chanteuse qui a joué dans des films. J'ai fait beaucoup d'années de musique et de chant, de la musique baroque, du Rameau, du Bach, du Mozart, mais je ne me sentais jamais prête. J'avais peur. C'était quelque chose d'assez impudique pour moi...»

Jardin secret qu'elle choisit en 2004 d'ouvrir, gros risque lorsqu'on a comme elle les projecteurs allumés à demeure sur la binette. «Au cinéma, j'ai pourtant fait des choix pas évidents, des rôles assez autodestructeurs, même. Mais rien ne m'intimidait autant que d'exposer ma vraie passion, la chanson, à la lumière.» Quand on a incarné Sissi après Romy, été mada-

me Agecanonix en chair et en silicone dans *Astérix et Obélix contre César*, mais aussi réquisitionnée par les Rohmer, Truffaut et consorts, quand on a été en lice avec César pour *L'Ennuï* (Cédric Kahn, 1998) et que l'on a remporté un Bide d'or pour le «pire» second rôle féminin dans *Lovely Rita Sainte Patronne* des cas désespérés (Stéphane Clavier, 2003), on sait pourtant une chose: le ridicule tue moins que la gloire. «Les films, ce n'est pas moi. C'est ce qu'on fait de moi. Ce disque, c'est moi.»

Et c'est elle que les Français sont allés voir au Bataclan, lors de sa série de spectacles en janvier dernier, et c'est encore elle qu'ils iront voir à l'Olympia les 20 et 21 mai. «Ce n'est pas l'élite parisienne sophistiquée qui venait au Bataclan. Ce sont les gens qui ont aimé le disque. Et c'était ça, ma joie. Je sentais qu'ils avaient été plus loin que l'image et qu'ils venaient à ma rencontre, de la même façon que j'allais à leur rencontre.» Quelque 200 000 exemplaires de l'album et pas mal de salles pleines plus tard, on peut parler d'un contact établi. Dorénavant, c'est la chanteuse qu'on invite à la télé, chez Ardisson ou ailleurs, en même temps que la célébrité. «Ils peuvent me demander de parler de ce qu'ils veulent, du gavage des oies, n'importe quoi, mais j'exige de chanter.» Refus à leurs risques et périls. Une salve d'obus est si vite partie.

PILULE

SUITE DE LA PAGE 1

On s'est dit que c'était bien beau de réagir le lendemain, mais que ce serait certainement mieux d'agir avant.

Le problème, c'est que les adolescentes ne sont pas des habituées des cabinets médicaux, note toutefois le Collège. Ce dernier s'est donc tourné du côté des infirmières qui disposent d'entrées privilégiées dans les milieux scolaires et communautaires. «Souvent, les jeunes, ça marche dans l'ici et le maintenant», alors s'il y a un cabinet dans l'école ou dans le CLSC, on peut les atteindre plus facilement», confirme Gyslaine Desrosiers.

Grâce à cette ordonnance collective, une infirmière pourra donc désormais évaluer la pertinence d'amorcer la contraception orale chez une adolescente et lui prescrire la pilule pour une période de trois mois. Pour ce faire, elle disposera d'un éventail d'anovulants autorisés par le ou les médecins signataires de l'ordonnance. De son côté, le pharmacien recevra l'évaluation faite par l'infirmière et distribuera à l'adolescente les comprimés recommandés.

Dans ce nouveau protocole, il est bien clair que la prescription faite par l'infirmière sera temporaire. La bonne pratique médicale commande en effet un examen gynécologique avec la prise d'un anovulant. Le médecin ou le groupe de médecins qui signera l'ordonnance collective s'engagera donc à voir la jeune patiente à son tour pour renouveler sa prescription et l'adapter si nécessaire.

Cette entente survenue hier entre les médecins, infirmières et pharmaciens était d'autant plus attendue des autorités de la santé publique qu'une grossesse sur trois se termine par un avortement au Québec. «Les directions de santé publique ont mis beaucoup de pression pour que ça se règle», confirme Mme Desrosiers.

Un rapport de Statistique Canada, rendu public en février dernier, dévoile en effet que pour 100 naissances qui ont eu lieu au Québec en 2002, 43,7 grossesses ont été interrompues volontairement, un saut significatif par rapport à la décennie précédente, alors qu'on comptait 27,2 grossesses interrompues pour 100 naissances en 1992.

Ce type d'entente lancé hier avec les infirmières est appelé à se reproduire avec d'autres actes médicaux dans un avenir rapproché. Le système a déjà été mis à l'épreuve avec succès auparavant avec les pharmaciens pour le suivi de l'anticoagulation avec le Coumadin. Un acte que l'OIIQ aimerait lui aussi pouvoir pratiquer en toute légitimité.

«Si on veut améliorer la première ligne, il faut élargir l'accès à la première ligne et, pour cela, les infirmières peuvent prendre en charge des mesures thérapeutiques à partir d'ordonnances collectives», rappelle la présidente de l'Ordre. L'OIIQ compte notamment dans sa liste d'ordonnances collectives négocier l'introduction du Coumadin et celle du médicament qui permet de combattre le muguet chez le nouveau-né.

Le président du Collège entend toutefois peser chaque acte au cas par cas avant de s'avancer plus en avant. «Il y aura d'autres protocoles, mais nous devons toujours nous assurer que chaque décision soit prise dans le sens du bien-être de la protection du public, mais aussi de la qualité de la médecine», tranche le Dr Lamontagne, qui n'entend faire aucune concession sur l'un ou l'autre de ces aspects.

Mais avec la pénurie de médecins qui se fera sentir au moins pendant 15 ans, le Collège se dit plus que jamais ouvert au partage des compétences.

Le Devoir

LE MONDE

L'armée syrienne a complètement évacué le Liban

RAMZI HAIDAR

Chtaura — La Syrie a achevé hier le retrait total de ses troupes du Liban, après trois décennies de présence au pays du Cèdre, avec le départ du patron des services de renseignement syrien le général Rustom Ghazalé.

Après avoir maintenu pendant 29 ans des milliers de militaires sur le territoire libanais, l'armée syrienne n'avait plus que quelques soldats qui préparent une cérémonie officielle d'adieux aujourd'hui, à l'occasion de la fin du retrait que Damas s'était engagé à achever avant le 30 avril.

Le général Ghazalé a franchi la frontière libanaise en direction de Damas en début de soirée, à la grande joie des habitants de la plaine de la Bekaa, où il avait son quartier général.

L'officier supérieur a rendu à ses propriétaires le domicile qu'il occupait à Chtaura, centre commercial de la Bekaa, à 7 km de la frontière, avant de franchir le poste-frontière libanais de Masnaa dans un convoi d'une vingtaine de voitures civiles syriennes.

Ses collaborateurs avaient, avant lui, quitté Chtaura pour la Syrie dans un autre convoi.

Le départ du redoutable chef des renseignements syriens a donné lieu à des scènes de liesse à Chtaura et dans la ville voisine de Zahlé, chef-lieu de la Bekaa, où des voitures, ornées de drapeaux libanais et klaxons bloqués sillonnaient les rues. À Chtaura, des gens sont descendus dans la rue, lançant des fleurs aux militaires libanais qui ont pris la place des Syriens.

Le QG du général Ghazalé à Anjar, plus à l'est, a également été évacué et un drapeau libanais flottait sur le bâtiment, a constaté un journaliste de l'AFP.

Plus aucun militaire syrien ne se trouvait dans cette localité frontalière de la Syrie, où seule l'armée libanaise, qui l'a déclarée «zone militaire», était présente.

Le général Ghazalé doit revenir cependant aujourd'hui dans la Bekaa pour participer à la cérémonie d'adieux officielle, qui sera limitée aux seuls commandements syriens et libanais et aura lieu sur l'aéroport militaire de Rayyak.

Cette cérémonie interviendra le jour même où le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, doit présenter son rapport sur la mise en œuvre de la résolution 1559 du Conseil de sécurité.

Adoptée en septembre 2004 à l'initiative de Washington et Paris, cette résolution réclame le départ du Liban des soldats syriens, la fin de l'ingérence de Damas dans les affaires intérieures de son petit voisin et



Le départ des militaires et surtout des agents de renseignement syriens et leur remplacement par des Libanais ont été accueillis avec joie dans la vallée de la Bekaa.

le désarmement de toutes les milices sur son sol, allusion au Hezbollah et aux Palestiniens.

L'équipe de l'ONU chargée de vérifier le retrait syrien est attendue au Liban, après la cérémonie d'aujourd'hui. Elle visitera auparavant la Syrie, pour obtenir des cartes militaires sur les positions syriennes.

Une autre délégation de l'ONU devrait rejoindre directement Beyrouth, en principe demain, pour préparer le terrain à la Commission d'enquête internationale de l'ONU chargée de faire toute la lumière sur l'assassinat de l'ex-premier ministre Rafic Hariri le 14 février.

La Syrie a été contrainte d'entamer son retrait du Liban sous la pression populaire libanaise et internationale, après l'assassinat de Hariri.

Les services de sécurité libanais et Damas ont été

épinglés dans un rapport onusien établi sur place en mars et concernant les causes de cet assassinat.

Dans le sillage du retrait syrien, le patron de la Sécurité intérieure libanaise, le général Jamil al-Sayyed, considéré comme l'homme de confiance du régime de Damas, a annoncé sa démission, expliquant qu'il agissait ainsi en raison des «changements importants dans la politique» du pays.

Alors qu'une page de l'histoire du Liban est tournée, le nouveau gouvernement de transition se présente aujourd'hui pour obtenir la confiance du Parlement et préparer les premières élections législatives de l'ère post-syrienne.

Agence France-Presse

40 % des enfants soldats sont des filles

Londres — Près de 40 % des enfants soldats dans le monde sont des filles, enrôlées de force dans des groupes armés, a affirmé hier l'association humanitaire Save the Children, en appelant la communauté internationale à agir d'urgence en leur faveur.

Sur 300 000 enfants enrôlés dans des conflits dans le monde, 120 000 sont des filles, enrôlées parfois dès l'âge de huit ans, indique l'organisation.

On trouve des fillettes dans les groupes armés en Colombie, au Timor oriental, au Pakistan, en Ouganda, aux Philippines, au Sri Lanka, en République démocratique du Congo (RDC) et en Afrique de l'Ouest, indique ce rapport de 38 pages publié par la branche britannique de Save the Children.

L'ONG estime notamment à 6500 leur nombre au sein des rebelles ougandais de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), soit le tiers des troupes. Elles seraient 12 500 en République démocratique du Congo et quelque 21 500 au Sri Lanka, soit 43 % de tous les enfants soldats dans ce pays. «La plupart des filles qui se trouvent dans un groupe armé ont été enlevées ou forcées d'y entrer. Des milliers de filles ont été emmenées de force alors qu'elles travaillaient dans les champs ou quand leur village a été attaqué», explique l'ONG. «Une minorité a choisi de rejoindre un groupe armé», souvent pour fuir la pauvreté ou de mauvais traitements.

La moitié d'entre elles affirment que leur rôle premier est de «combattre». Mais elles sont aussi utilisées pour porter des armements, monter la garde, laver ou cuisiner. Presque toutes sont en outre utilisées comme esclaves sexuelles ou «épouses», ajoute l'organisation. Parfois elles acceptent de devenir la compagne d'un des combattants. Si elles tombent enceintes, elles doivent accomplir toutes leurs tâches avec leurs enfants. À la fin du conflit, elles doivent souvent laisser derrière elles leur enfant, considéré comme propriété du père.

Dans un programme de Save The Children en Afrique de l'Ouest, 32 % des fillettes avaient été violées, 38 % étaient traitées pour des maladies sexuellement transmissibles et 66 % étaient des mères célibataires.

Une fois le conflit terminé, ces filles et fillettes sont ignorées, voire exclues de leur communauté. Elles doivent subvenir seules à leurs besoins et à ceux de leurs enfants et sont souvent forcées de se prostituer.

À la fin d'un conflit armé, la communauté internationale consacre l'essentiel de ses fonds au désarmement des milices, et pas assez d'argent à la réintégration des enfants, dénonce l'ONG. En outre, les enfants qui bénéficient de ces programmes sont presque tous des garçons, explique-t-elle.

Agence France-Presse

Discours sur l'état de la Fédération

Poutine demande à l'Occident de se mêler de ce qui le regarde

RICHARD BALMFORTH

Moscou — Répondant aux critiques occidentales et notamment américaines, le président Vladimir Poutine a déclaré hier à l'occasion de son discours annuel sur l'état de la Fédération russe que son pays ne se laisserait pas dicter par l'extérieur le rythme de ses réformes démocratiques.

«La Russie décidera elle-même le rythme, les modalités et les conditions de ses progrès vers la démocratie», a dit le chef du Kremlin au cours d'un discours de trois quarts d'heure.

«Cela ne sera possible qu'avec des moyens légaux. [...] Les méthodes illégales de lutte au nom d'intérêts ethniques, religieux ou autres sont en contradiction avec les principes de la démocratie», a-t-il ajouté en faisant une allusion à peine voilée au conflit tchétchène. «L'Etat y réagira avec des moyens légaux, mais sévères», a assuré le président russe.

La semaine dernière, Condoleezza Rice avait estimé lors de sa première visite à Moscou en tant que chef de la diplomatie américaine que Poutine jouissait d'un pouvoir personnel excessif.

Le président russe a également réservé une large partie de son intervention aux questions économiques et financières. «Les autorités fiscales n'ont pas le droit de terroriser les milieux d'affaires», a-t-il déclaré,

reprochant au fisc de favoriser l'évasion des capitaux, endémique en Russie. «Il faut encourager le retour vers notre économie des capitaux gagnés par nos compatriotes», a ajouté Poutine. Il a suggéré un taux d'imposition normal de 13 % pour les Russes qui rapatrieraient leurs capitaux, promettant de les protéger des bureaucrates corrompus.

Se prononçant implicitement pour une amnistie fiscale, il a estimé que le fisc devait se concentrer sur la collecte des impôts actuels plutôt que de traquer les arriérés des entreprises remontant à des années.

Discours bien accueilli

Ce discours, qui vise à relancer la confiance des investisseurs, intervient deux jours avant l'annonce prévue du jugement dans le procès de Mikhaïl Khodorkovski, l'ex-dirigeant de la compagnie pétrolière Ioukou, qui risque jusqu'à 10 ans de prison pour évasion fiscale.

Ioukou, la plus grosse société russe, a été ruinée par les arriérés réclamés par le fisc au terme d'une campagne motivée, selon les dirigeants de l'entreprise, par la rivalité politique entre Khodorkovski et Poutine.

Cette affaire a effectivement dissuadé de nombreux investisseurs de placer leurs capitaux en Russie et a encouragé de nombreux

autres à en retirer les leurs. Les investisseurs, a dit Poutine, ont besoin de stabilité plutôt que de «devinettes et de charades».

Sur le plan économique, Poutine n'a fait aucune mention à la promesse faite ces deux dernières années de doubler le produit intérieur brut d'ici dix ans, un objectif qui semble aujourd'hui de moins en moins réaliste.

L'homme fort du Kremlin a également laissé de côté le dossier des réformes sociales, qui avait provoqué au début de l'année les plus importantes manifestations depuis son arrivée au pouvoir.

Néanmoins, les milieux financiers ont plutôt bien accueilli son discours. «Nous saluons les remarques de Poutine sur les impôts et son idée d'amnistie pour le rapatriement des capitaux», a déclaré Al Breach, économiste chez Brunswick UBS.

Natalia Orlova, économiste chez Alfa-Bank, redoute pour sa part que l'afflux soudain de capitaux de l'étranger ne provoque une hausse de la valeur du rouble (jusqu'à 20 à 22 roubles pour un dollar). «La question est de savoir quelles mesures la banque centrale et le gouvernement seront prêts à prendre pour compenser cet effet», a-t-elle déclaré.

Reuters



TOBIAS SCHWARZ REUTERS

Le nouveau pape s'est aventuré à l'extérieur de la Cité du Vatican.

Benoît XVI se veut interlocuteur et missionnaire

Cité du Vatican — Au lendemain de la messe célébrée pour l'inauguration de son pontificat, le pape a reçu hier matin au Vatican les représentants des différentes religions.

Il a souligné à cette occasion la volonté de l'Église de «continuer à construire des ponts d'amitié» avec les autres religions et a appelé toutes les confessions et traditions religieuses à être «des artisans de paix».

Pour la première fois, il s'est adressé particulièrement aux représentants musulmans en saluant «les progrès du dialogue entre musulmans et chrétiens, aussi bien au plan local qu'international».

Un de ses premiers gestes jeudi dernier, deux jours après son élection, avait été d'adresser un message au Grand rabbin de Rome, Riccardo Di Segni, pour l'assurer de sa volonté de «poursuivre le dialogue et renforcer la collaboration avec les fils et les filles du peuple hébreu».

Benoît XVI souhaite également œuvrer à la reconstruction de «l'unité des chrétiens» divisés en plusieurs Eglises ou «communautés ecclésiales».

Et il étend sa volonté de dialogue «à ceux qui suivent d'autres religions ou qui simplement cherchent une réponse aux questions fondamentales de l'existence et qui ne l'ont pas encore trouvée».

En fin de journée, le pape a effectué sa première visite officielle hors du Vatican depuis son élection.

Il s'est rendu en pèlerinage jusqu'à la basilique romaine Saint-Paul hors-les-murs, située à la périphérie de la capitale, pour prier sur la tombe de l'apôtre Paul, présenté par l'Église comme celui qui a annoncé l'Évangile aux «gentils» (nom alors donné par les juifs aux païens).

Il a annoncé à cette occasion sa volonté de suivre l'exemple du «pape missionnaire» Jean-Paul II et a demandé à Dieu de lui «donner la force d'annoncer l'Évangile dans le monde d'aujourd'hui».

Plusieurs milliers de personnes l'ont accueilli à son arrivée à la basilique, et il a pris un bain de foule.

Benoît XVI, homme très réservé, semble s'habituer à l'exercice. Une rencontre très chaleureuse avec ses compatriotes hier matin après l'audience accordée aux représentants des autres religions lui a permis de se détendre.

Arrivé en retard, il s'en est excusé en expliquant qu'il était «devenu italien». Le pape est également l'évêque de Rome.

Benoît XVI a ensuite raconté en allemand, sur le ton de la confiance, ses sentiments lors du conclave qui l'a élu pape.

«Quand, lentement, le déroulement du scrutin m'a fait comprendre que la guillotine s'approchait et me regardait, j'ai demandé au Seigneur de m'épargner ce sort. Mais évidemment, cette fois-ci, le Seigneur ne m'a pas écouté, a-t-il raconté. Je n'avais pas d'autre choix et j'ai dit oui.»

Agence France-Presse

Accord d'union nationale au Togo

Abuja — Le chef historique de l'opposition togolaise, Gilchrist Olympio et Faure Gnassingbé, fils du président Gnassingbé Eyadéma ont conclu hier à Abuja un accord-surprise pour former un gouvernement d'union nationale, quel que soit le résultat de la présidentielle de dimanche.

Cette rencontre, sans précédent entre les deux hommes, a été organisée par le président nigérian Olusegun Obasanjo, au lendemain d'un scrutin émaillé de violences, et que l'opposition menaçait de ne pas reconnaître.

L'accord prévoit la formation d'un gouvernement d'union nationale, et une modification de la Constitution pour plus de démocratie.

Gilchrist Olympio est le fils du premier président du Togo, Sylvanus Olympio, tué en 1963 lors d'un coup d'État mené par le propre père de Faure Gnassingbé, Gnassingbé Eyadéma, qui

avait laissé le pouvoir aux civils.

La disparition le 5 février de M. Eyadéma aura ainsi permis ce geste spectaculaire entre les représentants de deux familles opposées par le sang versé et la haine entretenue pendant plus de 40 ans.

Cet accord a été conclu avant l'annonce des résultats de la présidentielle de dimanche, à laquelle se présentait Faure Gnassingbé. M. Olympio, écarté du scrutin en raison de sa résidence, restait en fait le vrai chef de l'opposition radicale.

L'accord semblait avoir pris de court les responsables politiques de l'opposition à Lomé, qui ne souhaitaient pas réagir immédiatement.

Les résultats de la présidentielle ne devraient pas être connus avant au plus tôt aujourd'hui, selon un responsable de la Commission électorale nationale indépendante.

Agence France-Presse

EN BREF

La Roumanie et la Bulgarie signent le traité d'adhésion à l'UE

Luxembourg — La Roumanie et la Bulgarie ont signé hier à Luxembourg, en présence des représentants des Vingt-Cinq, le traité d'adhésion à l'Union européenne que les deux pays comptent rejoindre le 1^{er} janvier 2007. Le premier ministre luxembourgeois et président en exercice de l'Union, Jean-Claude Juncker, s'est félicité avec lyrisme que l'Europe mette ainsi un terme définitif au «funeste» accord de Yalta, qui a consacré la division du continent pour plusieurs décennies au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Avec quelque 30 millions d'habitants à elles deux, la Bulgarie et la Roumanie seront les deux membres les plus pauvres de l'Union. Leur revenu moyen par habitant équivalait à un peu moins de 30 % de la moyenne des 25 actuels. — AFP

Bush discute pétrole avec Abdallah

Crawford — Le président américain George W. Bush a accueilli hier dans son ranch texan de Crawford, le prince héritier d'Arabie Saoudite, Abdallah ben Abdel Aziz, pour s'entretenir notamment du processus de paix au Proche-Orient et de la hausse des prix du pétrole.

«Je parlerai de l'énergie, le prince héritier comprend qu'il est très important [...] de s'assurer que les prix soient raisonnables», a déclaré M. Bush hier peu avant l'entretien. «Les prix élevés du pétrole nuisent à l'économie, et il le sait», a-t-il ajouté.

Le niveau très élevé des prix du pétrole est considéré comme partiellement responsable de la médiocre popularité du président Bush.

La semaine dernière, M. Bush s'était interrogé sur la sincérité des déclarations de bonne volonté saoudiennes. «Je ne crois pas qu'ils pompent à fond», avait-il dit sur la chaîne de télévision CNBC.

Ryad avait répondu jeudi par la voix de son ministre du pétrole Ali Al-Nouaimi: «L'Arabie saoudite n'est pas responsable du prix du pétrole sur le marché. Nous n'avons dit non à aucun client nous demandant du pétrole supplémentaire», avait-il ajouté, lors d'une visite à Paris.

Agence France-Presse

CULTURE

LE NOUVEL ENSEMBLE MODERNE
Grand concert
annuel
27 avril, 20h - Salle Claude Champagne
Informations : (514) 343-5636

18^e Prix d'excellence des arts et de la culture de Québec

L'année d'Anne-Marie Olivier et de Frédéric Dubois

ISABELLE PORTER

C'était la soirée d'Anne-Marie Olivier et Frédéric Dubois hier aux 18^e Prix d'excellence des arts et de la culture à Québec. À la fois coanimateurs du gala et lauréats des prix de l'interprète et du metteur en scène de l'année en théâtre, les deux complices couronnaient ainsi une année charnière. «On nous a demandé d'animer le gala avant qu'on sache qu'on était en nomination», a tenu à préciser Frédéric Dubois qui a reçu le prix de la meilleure mise en scène pour *Vie et mort du roi boiteux* de Jean-Pierre Ronfard. Les prix d'excellence sont remis par des organismes de différents secteurs (fondations de l'opéra de Québec, de l'Orchestre symphonique de Québec, du théâtre du Trident...) à l'occasion d'un gala qui se déroulait hier au Théâtre de la Bordée. «Ces reconnaissances prouvent que Québec est un excellent tremplin pour les créateurs. On nous permet ici de créer dans un contexte libre et heureux», faisait remarquer le jeune metteur en scène qui brille actuellement à Montréal dans *Téléroman*, de Larry Tremblay. Anne-Marie Olivier, elle, a reçu le Prix Paul-Hébert pour son jeu dans *Gros et Détail*, pièce dont elle est également l'auteur et qui lui a valu le Prix du



Frédéric Dubois et Anne-Marie Olivier ont couronné hier une année théâtrale charnière.

public au dernier gala des Masques. En dépit de ces succès, la jeune femme remarque qu'il n'est pas toujours facile d'avoir accès aux scènes montréalaises quand on n'est pas du coin... «Mon spectacle va jouer en France et en Afrique avant d'aller à Montréal. On m'a souvent dit que je parlais beaucoup de Québec dans *Gros et Détail*, mais il y a des spectacles qui parlent de Québec qui ont fait le tour du monde!» Outre son travail sur *Gros et Détail*, Anne-Marie Olivier est dirigée par Wajdi Mou-

wad dans la reprise des *Trois Sœurs* au TNM ainsi que le projet *Forêts* qui sera présenté au Festival de théâtre des Amériques. *Gros et Détail* a également été honoré hier pour sa musique puisque le complice d'Anne-Marie Olivier, Mathieu Doyon a gagné le prix Bernard Bonnier du meilleur environnement sonore. Les autres prix en théâtre ont par ailleurs couronné les comédiens Hugues Frenette et Emmanuel Bédard pour leur jeu dans *Turcaret* ainsi que la scénographe Elise Dubé

pour son travail dans *La Librairie*, une autre pièce mise en scène par Frédéric Dubois, du côté des jeunes publics cette fois. Enfin, le directeur du Théâtre de l'Aubergine, Paul Vachon, a remporté le prix de l'Institut canadien pour son engagement de plusieurs décennies dans l'art clownesque.

VU et Materia à l'honneur

Le gala d'hier témoignait en outre de la vitalité du milieu des arts visuels dans la capitale. Ainsi, c'est au centre en art photographique VU qu'a échu le prix Ville de Québec de l'entreprise culturelle de l'année, tandis que le prix du développement culturel était remis à Sylvie Royer, la directrice du centre en métiers d'art Matéria à qui l'on doit une superbe exposition sur le céramiste Maurice Savoie. Le jeune Jean-Philippe Roy a pour sa part gagné un prix Videre pour son exposition *Les Oiseaux, l'arbre, la montagne* alors que Michel Parent héritait du prix Reconnaissance. Enfin, d'autres prix ont été remis à la vidéaste Martine Asselin, la soprano Marie-Josée Lord, le musicien classique Jean Anger, l'entreprise de production d'œuvres numériques Sarbakan, ainsi que la caisse populaire Desjardins du Vieux-Québec pour sa contribution au développement de l'Institut canadien.

CONCERTS CLASSIQUES

Une grande récitaliste

LES RADIO-CONCERTS DE RADIO-CANADA

M. Ravel *Shéhérazade*; H. Duparc: quatre mélodies; J. Marx: quatre Lieder; X. Montsalvatge: Cinq canciones negras; A. Schönberg: Brettli-Lieder (4 extraits); W. Bolcom: Cabaret Songs (4 extraits). Measha Bruggersgosman, soprano; J.J. Penna, piano. Salle Pierre-Mercure, le 25 avril 2005.

J.J. Penna la suit bien, mais commet des fautes de pédale épouvantables chez Ravel et Duparc, semblant complètement ignorer qu'on peut battre la pédale pour garder le flou subtil sans créer la confusion médiocre. Cela n'aide pas Bruggersgosman quand elle en a besoin. Dans *Shéhérazade*, déjà handicapée par l'absence du support orchestral, la palette expressive se contente d'une façade trop indifférente. Le jeu suggère la poésie, la musique la fait se deviner, mais le rendu demeure dans l'orbite extérieure de l'expression.

FRANÇOIS TOUSIGNANT

Certains choses ne changent pas, heureusement. La présence en scène de Measha Bruggersgosman fait partie de celles-là. Qu'elle monte sur scène ou en sorte, qu'elle chante Duparc ou Bolcom, qu'elle écoute la partie de piano pendant ses silences, elle vit toujours et projette pour nous tout ce qui se passe musicalement. Donc, plus qu'à une lauréate de concours, nous voilà face à une artiste de trempe exceptionnelle, qui brûle les planches — et adore cela communiquant tout avec pertinence, irrésistiblement. Voilà pour la première leçon. La seconde passe par le chant. Ici encore, la cantatrice ne dépareille pas. Que le répertoire soit français, allemand, espagnol ou américain, la diction véhicule aussi bien le texte que l'intention que celui-ci fait naître chez l'interprète. Alors, on regrette profondément que son accompagnateur soit souvent si piteux.

Arcade Fire au Corona

Communion, intensité et démesure

FRÉDÉRIQUE DOYON

Les retrouvailles ont eu lieu, incandescentes. Arcade Fire, groupe montréalais salué par les milieux alternatifs des deux côtés de l'Atlantique dans la dernière année, rentrait à la maison à Montréal avec trois spectacles présentés en rafale jusqu'à hier au Corona. «It's so good to be home», a répété plusieurs fois le chanteur Win Butler, visiblement heureux de s'accorder une pause entre deux tournées. Le confort du chez-soi a peut-être permis quelques bavures techniques, micros défaillants, *feedbacks*... des peccadilles en regard de l'énergie débridée, déliquescence anarchique, et du talent polyvalent que la formation montréalaise a déployés sur scène sans relâche pendant une heure trente, après les performances plus timides mais bien senties de *Final Fantasy* et *Wolf Parade*. Ces petits dérapages semblaient plutôt inhérents à la démesure de la soirée, livrée comme si chacun des neuf musiciens y laissait sa peau. L'erreur est tellement humaine, semblait nous lancer la joyeuse bande, à l'instar du deuil et de la mort dont l'album *Funeral* est pétri — il a été conçu l'année où neuf proches des musiciens sont décédés — mais qu'il transcende et transfigure pour faire jaillir la lumière et l'incroyable force de vie qui habitent les mortels. A cette performance vibrante et vivante, le public a répondu par une douce communion quasi religieuse, avec juste assez d'effusion, com-

me s'il comprenait tout le poids que le succès rapide faisait peser sur les épaules du jeune groupe. C'est la décharge de rock de *Wake up* et son chœur entonné par l'imposante bande de neuf musiciens, qui a ouvert le bal des retrouvailles. Violons, accordéon, piano, violoncelle, tous les instruments qui nous prenaient aux tripes sur l'album ont pris sur scène une ampleur à donner la chair de poule, notamment dans les grands mouvements de *Neighborhood #2, My heart is an apple* et *Crown of love*. Les voix geignantes, quasi discordantes de Win et sa compagne Régine Chassagne, qui font le charme lancinant de cette formation, nous trifouillaient l'âme tandis que les musiciens se défonçaient joyeusement, échangeant même leurs instruments d'une pièce à l'autre.

Dans sa fougue, Arcade Fire maîtrise tout de même la progression. Après le sommet d'intensité atteint avec *Neighborhood #1, Neighborhood #3* et *Rebellion* ont cassé la baraque. C'est en rappel que l'intimité s'est installée, laissant libre cours à tout le lyrisme dont le groupe est capable avec sa pop polyphonique, mélancolique et viscérale qui rappelle certains canons des années 80. Régine Chassagne a alors littéralement bercé les spectateurs de sa voix haut perchée et troublante avec *In The Backseat*. Un ange est passé... On se sent presque privilégié d'avoir pu assister à la rentrée montréalaise d'Arcade Fire, présentée à guichets fermés. Depuis

la sortie de *Funeral*, l'automne dernier, et même dès leur mini-album éponyme, le groupe a déclenché une secousse sismique en Amérique du nord et en Europe. Critiques, publics et artistes y voient le renouveau de la pop-rock. David Byrne est monté sur scène avec le groupe lors d'un concert à New York. David Bowie aurait même laissé entendre après les avoir vus en spectacle qu'il pouvait désormais mourir en paix. À tel point qu'on ne s'étonnait plus que l'album ait récolté trois prix lors des MIMI's, gala de la musique alternative montréalaise. Mais on avait bien hâte d'en prendre soi-même le pouls. Le buzz s'est avéré. Longue vie à Arcade Fire.

Le Devoir

3 SOIRS SEULEMENT!

Une visite guidée de l'univers du plus célèbre patient de Freud

Loups

LECTURE-SPECTACLE

TEXTE Pierre Lefebvre
MISE EN LECTURE Alexis Martin
AVEC Daniel Brière, Jacynthe Laguë, Denis Laloual, Anne-Marie Provencher

UNE PRODUCTION DU NTE expérimental Nouveau Théâtre Expérimental

LES 28, 29, 30 AVRIL 2005 à 20h30 A ESPACE LIBRE
1945 FULLUM MÉTRO FRONTENAC
ENTRÉE 10\$ RÉSERVATION (514) 521-4191

L'AGORA DE LA DANSE ET DANSE DANSE PRÉSENTENT

sarah chase

BIRD
26 AU 30 AVRIL .. 20H

CHORÉGRAPHE INTERPRÈTE... SARAH CHASE
COMPOSITEUR ET MUSICIEN... BILL BRENNAN
ÉCLAIRAGES... HANS MELJER
NARRATION... SARAH CHASE (EXCLUSIVEMENT EN ANGLAIS)

L'AGORA DE LA DANSE
840, RUE CHERRIER MÉTRO SHERBROOKE 514.525.1500
Réseau Admission 514.790.1245 www.agoradance.com

DU 5 AU 30 AVRIL 2005

Jouliks

SUPPLÉMENTAIRES
3, 4 ET 5 MAI à 20 h

« Courez-y. C'est un texte magnifique, d'une grande beauté. » — Je l'ai vu à la radio, SRC
« Des Jouliks qui vont droit au cœur. » — La Presse
« Une histoire d'amour et des relations mère-fille (...) on pleurait dans la salle. » — Desautels, SRC
« Une touchante histoire d'amour, brillamment racontée... d'excellents comédiens. » — Josée Bilodeau, Radio-Canada.ca
« ... un voyage au pays de l'émotion pure. ... très-très-beau texte. » — Journal de Montréal
« un récit et une mise en scène parfaitement accordés. » — IQ
« Marie-Christine Lè-Huu livre une performance et un texte bouleversants. » — Voir
« Une métaphore percutante. Une langue qui présente une certaine parenté avec celle des enfants dans l'œuvre de Ducharme. » — Le Devoir

Texte MARIE-CHRISTINE LÈ-HUU
Mise en scène ROBERT BELLEFEUILLE assisté de Diane Fortin.
Avec MARIE-CHRISTINE LÈ-HUU, SUZANNE CLÉMENT, CATHERINE BÉGIN, PATRICK GOYETTE, AUBERT PALLASCIO et GUILLAUME CHAMPOUX
Collaborateurs : Jean Bard, Sarah Balleux, Etienne Boucher, Louise Beaudoin, Suzanne Trépanier, Karine Desmarais et Annick Gagnéux.

Une création du Théâtre d'Aujourd'hui
3900, rue Saint-Denis, Montréal H2W 2M2 (● métro Sherbrooke)
Informations et réservations (514) www.theatredaujourd'hui.qc.ca 282-3900

En partenariat avec Hydro Québec et LE DEVOIR

EN BREF

Jury de choc pour Chant 2005

André Bourbeau, président du Concours musical international de Montréal (CMIM) et Joseph Rouleau, président des Jeunesses musicales du Canada, ont dévoilé hier la composition du jury de Chant 2005, l'édition 2005 du CMIM. On trouve un quatuor de véritables légendes de l'art lyrique — Carlo Bergonzi, Gwyneth Jones, Tom Krause, Shirley Verrett — dans un jury qui comptera également dans ses rangs Joseph Rouleau, le chef Mario Bernardi et Rudolf Berger, directeur du Volksoper de Vienne. Ce jury, présidé par André Bourbeau, départagera 45 chanteurs et chanteuses de 17 pays, choisis parmi 190 candidats, qui se mesureront du 9 au 20 mai à Montréal. — Le Devoir

Naissance du Ballet de Québec

La compagnie de danse de Québec Christiane Bélanger annonçait hier qu'elle porterait désormais le nom de Ballet de Québec. Le nouveau Ballet de Québec présentera en novembre prochain le ballet *Cendrillon* à la salle Albert-Rousseau. — Le Devoir